

économique japonaise. La structure générale de l'économie du Japon est comparable à celle des économies des autres pays du G-7. Le secteur de la fabrication compte pour environ 30 % du PIB et le secteur des services, pour environ la moitié. Le secteur primaire, qui comprend l'agriculture et les mines, représente moins de 3 % du PIB. Ce n'est que depuis assez récemment que les importations de produits manufacturés dépassent en valeur les importations de pétrole et de produits alimentaires. Au Japon, la consommation représente une plus faible proportion du PIB, et la formation de capital compte pour une plus grande part de la demande globale, que dans les autres pays de l'OCDE.

Le secteur manufacturier est la pierre d'assise de l'économie japonaise. Il est sans cesse menacé par le protectionnisme étranger, la force du yen, la montée des NPI et des autres pays d'Asie en voie d'industrialisation, et le fardeau d'un système de distribution inefficace et de certaines autres industries de services. À cause de la concurrence que lui livrent les nouveaux pays industrialisés, le Japon a dû modifier sa structure de production en délaissant les industries lourdes pour les secteurs à plus forte valeur ajoutée et les secteurs de services. Les manufacturiers japonais consacrent des sommes appréciables à la R-D. Ils implantent aussi des usines outre-mer, tant pour réduire leurs coûts que pour abaisser l'excédent commercial du Japon et amoindrir par le fait même la tendance protectionniste qui existe dans les principaux marchés étrangers à l'égard du Japon. Ce dernier a engagé un mouvement de transfert de l'activité manufacturière vers des lieux où les coûts sont moins élevés, qu'il s'agisse des pays de l'Asie du Nord, notamment la Chine, ou des pays de l'Asie du Sud-Est.

On craint au Japon que la restructuration économique entraîne des pertes d'emplois dans le secteur manufacturier qui ne seraient pas compensées par de nouvelles possibilités d'emploi dans les nouvelles industries. Le gouvernement japonais cherche actuellement à réduire le rôle des exportations comme source de croissance et à stimuler la demande intérieure, et plus particulièrement la demande finale, par la déréglementation et la réforme fiscale. On espère en outre que la hausse des importations qui accompagnera l'augmentation de la demande intérieure aura pour effet de réduire l'excédent commercial du pays. L'un des principaux atouts économiques du pays est la capacité des entreprises japonaises de s'adapter rapidement à de nouvelles conditions économiques. Or, cette capacité est de nouveau mise à l'épreuve.

La structure industrielle du Japon est caractérisée par des systèmes de conglomérats d'entreprises, ou « *keiretsu* ». Auparavant, les *keiretsu* étaient articulés autour de l'une des principales maisons de commerce du pays. Aujourd'hui, ils consistent généralement en une grande société reliée à un réseau de fournisseurs qui, le plus souvent, sont de petites entreprises. Chose étonnante, près de 50 % de la